

# **VENDREDI 13 FEVRIER 2015**

*« Voir » la fin de la civilisation industrielle.*

- = **Jacques Attali : vers l'effondrement du système financier international** (archives du web) p.1
- = **Un dollar en hausse contre toutes les autres monnaies** p.4
- = **Etats-Unis : Le déficit budgétaire s'est nettement aggravé en janvier** p.5
- = **La stratégie du choc... et comment vous en protéger** p.6
- = **Marché obligataire et dette gouvernementale : trop beau pour être vrai !** p.9
- = **Le mieux est l'ennemi du bien : acceptez l'imperfection et apprenez de vos erreurs** p.11
- = **Découvrez comment cet économiste détruit le concept de la reprise américaine en 148 secondes** p.13
- = **LE BRAS DE FER SE POURSUIT** p.15
- = **Une guerre des tranchées monétaires** p.16
- = **Un avertissement sur le dollar** p.17
- = **« De l'exode rural à l'exode urbain... Les précurseurs ! »** p.18
- = **[pétrole :] Total entend supprimer 2 000 emplois en 2015** p.21
- = **Grèce, qui casse paie, l'addition doit être partagée** p.23
- = **Une batterie à hydrogène capable de vaincre le plus gros obstacle lié à l'énergie** p.28
- = **Le Venezuela assouplit son régime de change, dévaluation en vue** p.32
- = **L'argent vient à manquer ? Vite, une Cartocrise de nerfs !** p.34
- = **Le «spectre de la guerre nucléaire» s'installe** p.37
- = **Le dollar américain fait des victimes** p.44
- = **Le faux dilemme du dollar canadien** p.45



## **Jacques Attali : vers l'effondrement du système financier international**

ARCHIVES DU WEB , 11 septembre 2011, Gilles Raveaud , alternatives-economiques.fr/

### **[Que disait Jacques Attali en 2011? L'europe est-elle maintenant arrivé dans cette situation?]**

Vous avez aimé [le texte de Frédéric Lordon](#), "Le commencement de la fin" ? Vous devriez également goûter celui de Jacques Attali, qui nous prédit l'effondrement à venir.

Selon Attali, la Grèce ne sera pas sauvée, mais elle ne sortira pas pour autant de l'euro. Par contre, l'Allemagne, lassée, quittera l'euro actuel pour créer un "euro+" limité aux pays stables. L'explosion de l'euro conduira alors à l'effondrement du système financier actuel.

Ainsi que le relève Bernard Guerrien qui m'envoie cette information, Jacques Attali est, parmi les conseillers du Prince, l'un de ceux qui peuvent dire des choses intéressantes - du moins quand il ne se laisse pas emporter par sa

mégalomanie.

Son scénario “en dix étapes” du déroulement (possible) de la crise a l’avantage d’être clair et bref. On n’a pas besoin d’y souscrire, mais ce qui est intéressant, c’est que cela vient de l’ancien président de la Banque européenne d’investissement, qui fréquente assidument patrons, banquiers et, bien sûr, les allées du pouvoir.

L’intérêt de son analyse réside en ce qu’elle correspond à ce que pensent (du moins une partie de) ces gens-là - qui sont bien informées, notamment sur l’état des banques.

### **Se préparer au pire, pour l’éviter**

Jacques Attali

*L’Express*, 11 septembre 2011

Il serait temps, en France, de se préparer au double choc à venir de la crise bancaire et de la crise des finances publiques. Il vient. Il sera là bientôt. Et personne ne réfléchit assez au scénario du pire ; comme s’il suffisait, pour le conjurer, de ne pas y penser.

Voici ce que serait son déroulement, en dix étapes :

1. **La Grèce**, n’ayant plus les moyens de financer ses déficits, **arrête de rembourser ses créanciers**, de servir une partie de ses retraites, de payer une partie de ses fonctionnaires. Toutes les banques lui ayant prêté et toutes les entreprises qui lui vendent des armes et autres produits de première nécessité subissent des pertes. **La Grèce ne sort pas alors pour autant de la zone euro** : aucun traité ne l’y contraint, ni même ne le rend possible ; de plus, nul ne peut forcer les Grecs à convertir les euros qu’ils détiennent en une drachme de moindre valeur.

2. Pour renflouer ce pays, l’Eurozone refuse alors d’utiliser les maigres ressources du Fonds de Stabilisation Européen, et de créer des eurobonds (qui n’ont de sens qu’avec une fiscalité européenne, pour les rembourser, et un contrôle européen des déficits des budgets nationaux, pour éviter d’en faire un mauvais usage).

[Pour une proposition concrète d’euro-obligations, voire [ce billet](#) de Christian Chavagneux]

3. Faute d’instruments financiers européens suffisants, les autres pays de

l'Union **abandonnent la Grèce à son sort.**

4. Les marchés, c'est-à-dire pour l'essentiel les prêteurs d'Asie et du Moyen-Orient, s'inquiètent de cet abandon et font payer de plus en plus cher leurs capitaux au Portugal, à l'Espagne, à l'Italie.

5. **La crise s'étend à la France**, quand on réalise que sa situation financière n'est même pas aussi bonne que celle de l'Italie (dont le budget, hors service de la dette [c'est-à-dire versement des intérêts], est en excédent, à la différence de celui de la France), et quand on mesure que ses banques et compagnies d'assurances portent une large part de la dette publique des pays périphériques et détiennent encore massivement des actifs toxiques, sans valeur aujourd'hui.

6. Pour éviter l'effondrement de ces banques, on cherche des actionnaires, privés ou publics. **En vain : il faut trouver, pour les seules banques françaises, l'équivalent de 7% du PIB.**

7. En panique, la Banque Centrale Européenne consent alors un financement massif à ces banques, réglant une nouvelle fois un problème de solvabilité en fournissant de la liquidité.

8. Horrifiée de ce laxisme, **l'Allemagne sort alors de l'euro et crée un « euro+ »**, selon un plan déjà bien préparé qui, selon une banque suisse, coûte à chaque citoyen allemand entre 6 000 et 8000 euros la 1ère année, puis 3 500 à 4 500 euros annuels.

9. **L'explosion de l'Euro** révèle alors aux marchés que les banques anglo-saxonnes ne vont pas mieux, parce qu'elles ne se sont pas débarrassées, elles non plus, de leurs produits toxiques et parce que la bulle immobilière n'est plus là pour faire illusion.

10. C'est alors **l'effondrement du système financier occidental**, une grande dépression, un chômage généralisé, et à terme, la remise en cause, même, de la démocratie.

On n'exorcise pas une telle tragédie en refusant d'y réfléchir.

Et puisque les gouvernements ne semblent pas prêts à agir sérieusement pour l'éviter, pourquoi ne pas demander au Parlement européen de se réunir en session extraordinaire, de se déclarer «Assemblée constituante», votant la mise en place d'un véritable fédéralisme budgétaire, dont dépend la survie de

tout ce que nous avons construit, depuis que l'Europe a renoncé à la barbarie. Il n'y a pas si longtemps.

## Un dollar en hausse contre toutes les autres monnaies



Phoenix Capital  
Gains, Pains and Capital

Publié le 13 février 2015

Les actions (bourse) n'appartiennent pas au monde réel.

Le S&P 500 se maintient dans la même fourchette de prix. Le point de vue d'ensemble montre que l'indice forme une configuration en tête et épaules. Si nous lui retirions 2.000 points, nous atteindrions 1.800 points en un rien de temps.

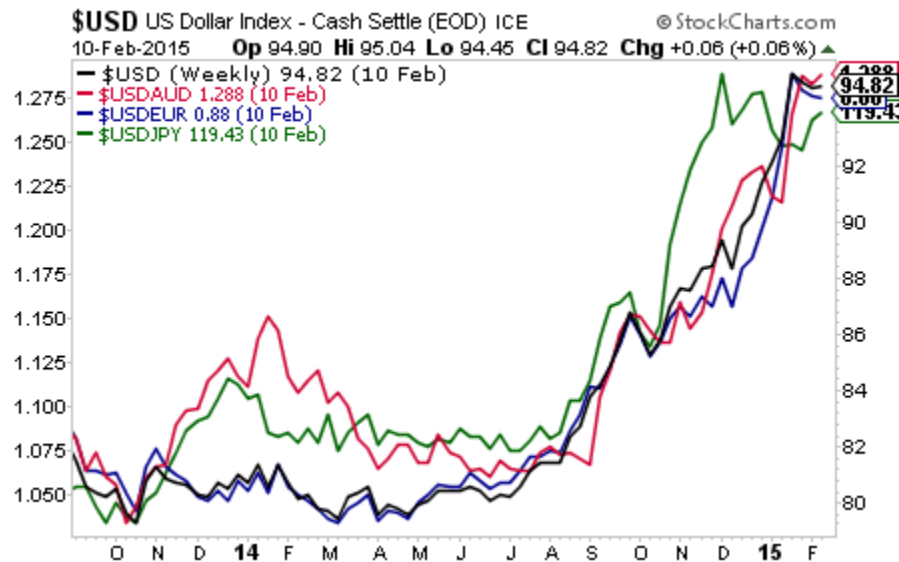


Les conséquences en seront difficiles à prédire. Le candidat le plus évident est le dollar. Un certain nombre d'analystes pensent que le dollar est entré dans un marché haussier... mais ce qu'ils ne voient pas, c'est le point de vue d'ensemble.

Le dollar grimpe contre toutes les autres devises majeures.

Et il ne s'agit pas que d'une petite anomalie sur le radar financier. Le dollar a stagné pendant de nombreuses années. Mais au cours de ces huit derniers mois, nous l'avons vu grimper contre le yen, l'euro, le dollar australien... et

toutes les autres devises.



Un véritable séisme dans le paysage financier. Et ce n'est que le début. A l'échelle globale, les investisseurs et les entreprises ont emprunté plus de neuf trillions de dollars, qu'ils ont utilisés pour financer d'autres projets.

Pour vous donner une idée de ce que cela signifie, c'est plus que les économies japonaise et allemande combinées.

Tous ces investissements commencent aujourd'hui à exploser. Sans exception. L'implosion du pétrole, du cuivre et des marchés émergents suite à la hausse du dollar n'est pas une coïncidence.

Seules les actions américaines ont réussi à se maintenir... mais ça ne durera pas. Toutes les sociétés qui reposent sur un dollar peu cher pour leurs exportations se retrouveront écrasées. Et ça a déjà commencé : plus de 87% des sociétés ont abaissé leurs perspectives pour 2015.

La Fed a mis fin au QE. Ce sont les profits qui règnent désormais sur les actions. Et les profits s'effondrent.

**Tout est en place pour un effondrement de marché.**

## **Etats-Unis : Le déficit budgétaire s'est nettement aggravé en janvier**

par : tiger54, BusinessBourse, Boursorama et AFP, 12 février 2015

Le déficit budgétaire des Etats-Unis s'est nettement aggravé en janvier mais à un rythme moins marqué que prévu, selon les chiffres publiés mercredi par le département du Trésor américain.

Il s'est établi à 17,5 milliards de dollars en données brutes, marquant un bond de 71,6% sur un an mais restant inférieur aux prévisions des analystes qui tablaient sur un déficit de 19,0 milliards.

Cette aggravation s'explique principalement par des différences d'échéances calendaires (paiement décalé de pensions sociales...). En prenant en compte ces éléments, la balance budgétaire américaine aurait en réalité débouché sur un excédent de 11 milliards de dollars en janvier.

En chiffres bruts, l'aggravation du déficit en janvier tient à une hausse des dépenses sur un an (+6% à 324,3 milliards de dollars) bien plus rapide que les recettes (+4% à 306,7 milliards), indique le Trésor.

Les dépenses publiques dans le secteur de la santé et des services à la personne, principal poste budgétaire, ont ainsi augmenté de 11% sur un an, à 104 milliards de dollars, tout comme celles pour les retraites (+5% à 78 milliards).

Les dépenses dans le secteur militaire ont en revanche décliné de 17% en janvier, à 42 milliards.

Depuis le début de l'exercice budgétaire 2015 en octobre dernier, le déficit s'établit à 194,2 milliards de dollars, se creusant de 6% par rapport à la même période l'année dernière.

Pour l'exercice 2014, terminé en septembre dernier, le budget fédéral avait affiché un déficit en déclin de 29% sur un an à 483 milliards de dollars, son plus faible niveau en six ans, grâce notamment à de meilleures recettes favorisées par le rebond de l'économie.

Source: [boursorama](#)

## **[La stratégie du choc... et comment vous en protéger](#)**

13 fév 2015 | [Jim Rickards](#) | [La Chronique Agora](#)

▪ L'un des livres qui fait le plus référence pour les élites au pouvoir dans le monde ces 10 dernières années est le livre de Naomi Klein publié en 2007 *La stratégie du choc : La montée d'un capitalisme du désastre*. La stratégie du

choc est un concept essentiel pour comprendre comment les élites au pouvoir comme les banquiers centraux, les ministres des finances et les ultra-riches oeuvrent en coulisses pour défendre leurs intérêts.

La stratégie du choc est simple. Les leaders politiques utilisent les crises pour faire passer des politiques que personne n'accepterait en temps normal.

Les élites au pouvoir ont des objectifs qui prennent des dizaines voire des centaines d'années à être mis en oeuvre. Ces objectifs sont liés à l'argent dans le monde, à la fiscalité internationale, au contrôle de l'or physique, au contrôle démographique et à d'autres plans dont le but est d'augmenter le pouvoir et la richesse de quelques-uns aux dépens de tous les autres.

Les élites politiques ne sont pas stupides. Elles savent bien que leurs intentions sont très impopulaires. Elles savent également que la démocratie donne du pouvoir au citoyen lambda et rend leurs plans impopulaires difficiles à mettre en oeuvre. C'est là que la stratégie du choc devient utile.

*Un choc peut revêtir plusieurs formes. Il peut être une panique financière, une attaque terroriste, une catastrophe naturelle, un assassinat ou tout autre événement extrême*

Un choc peut revêtir plusieurs formes. Il peut être une panique financière, une attaque terroriste, une catastrophe naturelle, un assassinat ou tout autre événement extrême qui semble arriver de façon totalement impromptue mais qui est en fait quelque chose de courant et de prévisible.

#### ▪ **La sécurité au détriment de la liberté ?**

Lorsque le choc a lieu, les gens prennent peur et se tournent vers leurs leaders pour trouver du réconfort. Ils se mettent à préférer l'ordre à la liberté. C'est à ces moments critiques que les élites se tiennent prêtes avec un "plan" qui restaurera l'ordre mais également permettra en secret de faire avancer leur cause.

En effet, des chocs inévitables sont utilisés comme couverture pour mettre en oeuvre des plans qui en temps normal ne seraient pas acceptés. L'ordre est restauré aux dépens de la liberté. Une fois le choc dissipé, le nouvel ordre reste mais la liberté est à jamais perdue. La stratégie du choc est à l'oeuvre. Après chaque épisode, les élites se mettent en retrait et attendent le prochain choc, ce qui n'est qu'une question de temps.

Un bon exemple est le "Patriot Act" voté par le Congrès américain en 2001. Ce fut la réponse législative aux attaques terroristes du 11 septembre. Si le

Patriot Act comporte bon nombre de points positifs qui ont aidé la guerre globale contre le terrorisme et ont aidé à éliminer Oussama ben Laden, beaucoup d'abus ont pu également être commis depuis.

Vous et moi avons perdu notre vie privée. Nos communications, mails, appels téléphoniques et autres documents privés sont collectés. Si vous avez voyagé aux Etats-Unis dernièrement, vous avez peut-être remarqué les nouvelles cabines, lorsque vous passez la douane, qui prennent un scan numérique de la rétine de chaque voyageur entrant. Avant, il suffisait d'un passeport papier.

*La vie privée et de la liberté ont disparu pour une bonne part, tel est le résultat de la réponse politique aux divers chocs*

Ce scan de la rétine est enregistré dans une banque de données numérique, peut-être dans le but de poursuivre les ennemis politiques, comme cela est récemment arrivé dans le scandale de l'IRS. La vie privée et de la liberté ont disparu

pour une bonne part, tel est le résultat de la réponse politique aux divers chocs comme celui du 11 septembre. Les exemples de ce type abondent.

#### ▪ **Comment vous protéger ?**

Pour les investisseurs, la principale question est : comment la stratégie du choc sera-t-elle utilisée la prochaine fois ? Quelle est l'entreprise inachevée des élites au pouvoir ? Quelle est la prochaine partie des intentions cachées qui sera révélée ? Et quel choc sera utilisé comme couverture pour faire avancer ces intentions ?

Les réponses à ces questions sont précises. Quelles que soient ces intentions et les prochains chocs, il y a des choses que les investisseurs peuvent faire aujourd'hui pour éviter d'être manipulés par les élites au pouvoir.

Il existe des investissements tels l'or, la terre et les oeuvres d'art qui ne sont pas numériques et ne peuvent être effacés par les ordinateurs. Il existe des stratégies de préservation de la richesse qui ne sont pas soumises à la fiscalité actuelle. Il existe des stratégies de diversification de portefeuille qui résistent à plusieurs types de chocs même si chaque choc ne peut être prédit avec exactitude.

Ces stratégies, que j'évoque dans *Intelligence Stratégique*, devraient être mises en oeuvre aujourd'hui, avant que n'arrive le prochain choc et que les options ne deviennent limitées ou indisponibles. Les élites au pouvoir continueront de faire marcher la stratégie du choc. Mais vous n'êtes pas



obligé d'en être la victime. La clé est de savoir comment fonctionne la stratégie du choc et de vous préparer aujourd'hui avant que ne frappe le prochain choc.

## Marché obligataire et dette gouvernementale : trop beau pour être vrai !

13 fév 2015 | [Bill Bonner](#) | [La Chronique Agora](#)

▪ Tous les jours, nous pensons voir un peu plus clairement le chemin que tout ça prend. Et tous les jours, nous en avons le souffle coupé.

Nous restons bouche bée. Les genoux tremblants. Nous retenons notre souffle et reprenons une caïpirinha : pour la toute première fois de l'histoire, les banques centrales impriment plus d'argent que les gouvernements ne peuvent en utiliser.

Absolument. Après les rachats des banques centrales, les ventes d'obligations gouvernementales nettes seront *négligentes*. Oui, les gouvernements accumuleront toujours des déficits. Oui, ils emprunteront toujours des milliers de milliards de dollars. Mais après que les banques centrales auront terminé de racheter leurs dettes cette année, il y aura moins de dette gouvernementale sur les marchés à la fin de l'année qu'au début. Les obligations gouvernementales disparaîtront du marché de la dette... aussi miraculeusement que l'argent est apparu pour les acheter.

Un superbe système... non ?

Hier soir, nous avons dîné en terrasse. On se serait cru à Delray Beach, en Floride — sans les personnes âgées. Au coin, les clients d'un bar s'amassaient jusque sur le trottoir. Des hommes et des femmes, en groupes de deux... trois... quatre... flânaient dans la rue, élégamment vêtus sans être engoncés. De temps en temps, une voiture passait en vrombissant à côté du restaurant.

Comme dans le sud de la Floride, les jeunes sont très conscients de leur corps. Les hommes font du sport et portent des chemises révélant leurs biceps sculptés. Les femmes portent des pantalons moulants mettant en valeur leurs jambes fuselées et leur postérieur ferme.

Chic, assuré, jeune : tel est Sao Paulo.

"Ne confondez pas Itaim avec le Brésil", nous a averti un collègue. "Ce

quartier ressemble peut-être à Los Angeles ou Londres, mais la majeure partie du Brésil est bien plus pauvre".

*Le revenu moyen, pour l'ensemble du Brésil, tourne aux environs des 10 000 \$ — soit un tiers/un quart du revenu moyen américain*

Le revenu moyen, pour l'ensemble du Brésil, tourne aux environs des 10 000 \$ — soit un tiers/un quart du revenu moyen américain. (Nous nous méfions des chiffres bien nets. Une fois qu'on tient compte du pouvoir d'achat, du taux de chômage, de l'inflation, des impôts et des charges sociales, les statistiques fondent).

Le Brésil est jeune. Par rapport aux Etats-Unis, il est pauvre. Cela lui donne deux avantages. Il peut rattraper son retard... et prendre de l'âge. C'est "le pays de l'avenir", écrivait Stefan Zweig en 1941, avant de se donner la mort.

### ▪ **Le début de la fin se rapproche...**

Pendant ce temps, au Pays du Passé, les personnes âgées, les banques centrales, les gouvernements, l'industrie financière, les zombies et les capitalistes de copinage — tous luttent pour garder ce qu'ils ont. Ils veulent tous désespérément maintenir le *status quo*. Ledit *status quo* dépend désormais d'une quantité croissante de crédit.

Naturellement, ils veulent que la bulle du crédit se développe — de la pire manière possible. Quelle est cette pire manière possible ? Vous l'avez deviné : imprimer de la monnaie !

Mieux vaut vous asseoir, cher lecteur. On a appris la semaine dernière que les banques centrales impriment désormais assez de monnaie pour couvrir PLUS de 100% des besoins d'emprunts des gouvernements.

Nous pensons assister actuellement au début de la fin. Lorsqu'on en arrive à un tel point, les choses commencent à se préciser.

Rappelez-vous de l'époque où Bill Clinton était président. Son conseiller James Carville avait remarqué :

*"Autrefois, je pensais que si la réincarnation existait, j'aurais voulu renaître en tant que président ou comme pape ou bien comme champion de base-ball. Aujourd'hui, j'aimerais me réincarner en investisseur obligataire. On peut intimider tout le monde".*

Si les investisseurs obligataires intimidaient les politiciens de l'époque,

c'était parce qu'ils pouvaient dire "non" aux obligations gouvernementales. Lorsque l'inflation augmentait, ces investisseurs arrivaient à la rescousse, forçant les autorités à augmenter les taux d'intérêt pour reprendre le contrôle de l'inflation.

Voilà bien longtemps qu'on n'a plus vu ces gens. Ils sont probablement morts et se sont réincarnés en conseillers d'Obama.

*Aujourd'hui, les autorités n'ont plus rien à craindre. Elles n'ont plus besoin du marché obligataire*

Aujourd'hui, les autorités n'ont plus rien à craindre. Elles n'ont plus besoin du marché obligataire. Elles peuvent emprunter tout ce dont elles ont besoin à la banque centrale.

Les obligations entrent dans les coffres des banques centrales — et elles y restent. Pas besoin de s'inquiéter de la dette. Pas besoin de réfléchir à "inverser" les opérations de QE. Pas besoin de se soucier de l'augmentation des déficits gouvernementaux — en fait, plus les banques centrales impriment pour les financer, moins le gouvernement (dans les faits) doit d'argent. Et on y est : la dette n'a plus d'importance !

Presque trop beau pour être vrai, non ?

## **Le mieux est l'ennemi du bien : acceptez l'imperfection et apprenez de vos erreurs**

13 fév 2015 | [Simone Wapler](#) | [La Chronique Agora](#)

▪ Le coeur du nouveau livre de Bill Bonner, *Hormegeddon*, consiste à démontrer qu'en matière d'intervention de l'Etat dans l'activité économique, trop de bien conduit à la catastrophe. L'hormèse — en raccourci bordelais ou bourguignon, ou champenois — revient à énoncer : "un verre ça va, deux les dégâts commencent".

*En matière de dirigisme, la France est plus proche de l'excès que de l'abstinence, du communisme que de l'anarchie*

Dans un pays comme la France, où l'économie étatique représente 57% de l'activité nationale, ce livre est un défi ; en matière de dirigisme, la France est plus proche de l'excès que de l'abstinence, du communisme que de l'anarchie. Autant prôner

l'ascèse dans un lieu de débauche plutôt que dans un couvent.

*"Les planificateurs à grande échelle échouent parce qu'ils croient*

*en trois choses qui ne sont pas vraies. Premièrement, ils pensent qu'ils connaissent entièrement et exactement la situation actuelle de la communauté pour laquelle ils planifient (ses besoins, ses désirs, ses espoirs, ses capacités, ses ressources). Deuxièmement, ils pensent savoir où la communauté devrait aller, c'est-à-dire de quoi son avenir devrait être fait. Troisièmement, ils s'estiment en mesure de créer l'avenir qu'ils souhaitent".*

Le lecteur d'*Hormegeddon* revisitera avec un oeil neuf les principaux excès de notre époque. Nous sommes submergés d'informations. L'économie, présentée comme une science grâce aux statistiques, est censée pouvoir être parfaitement régulée. Les gouvernements modernes prétendent ainsi tout régenter. Même l'énergie "ne peut jamais être séparée de la vie et de la richesse elle-même. Une abondance de celle-ci est une bonne chose, mais seulement quand elle est utilisée à bon escient".

Zut, voilà que je relis ces deux citations et — malgré leur intérêt — elles ne reflètent pas vraiment le livre de Bill. Car beaucoup de choses importantes sont écrites avec l'humour et la logique — tellement implacable qu'elle en devient burlesque — de Bill. Tout ceci nous conduira donc au chapitre de l'apocalypse des zombies.

*"Combien de conflits mondiaux ont-ils été déclenchés par des gars avec des marteaux ou des clés à molette entre les mains ? Combien de crises financières provoquées par des boulangers ? Combien y-a-t-il de maçons coupables de crimes à grande échelle ? Combien de métallurgistes, d'ébénistes ou de livreurs sont-ils à l'origine d'une famine ? Le travailleur moyen peut être un lourdaud ou un imbécile, mais il est rarement responsable d'autres maux que les siens".*

*Un bon contrat satisfait les deux parties contractantes. C'est le fondement de la civilisation, de la politesse*

#### ▪ Erreurs et civilité

Mais un bon livre économique est un livre qui donne des biscuits intellectuels à son lecteur, quelque chose d'utile à grignoter longuement et souvent, toujours avec plaisir. Dans *Hormegeddon*, mon collègue américain Porter Stansberry avait quant à lui relevé la recette magique suivante : un bon contrat satisfait les deux parties contractantes. C'est le fondement de la civilisation, de la politesse. On ne peut avoir un contrat

valide à moins d'avoir deux parties consentantes et éclairées. C'est vrai dans vos affaires personnelles et c'est aussi vrai dans les affaires publiques. Dans ce sens, le "contrat social" est une fraude. Le plus souvent, le peuple n'a jamais signé. On le voit encore aujourd'hui en Europe avec la Grèce.

De mon côté, j'ai trouvé mon biscuit dans le chapitre sur les erreurs :

*"Supposez que vous n'ayez jamais à souffrir de vos propres erreurs. Supposez que quelqu'un d'autre en éprouve la souffrance à votre place. Assis confortablement dans mon salon à Baltimore, je mets ma main dans le feu et ne ressens aucune douleur mais c'est un autre en Virginie qui se retrouve avec des cloques sur les doigts. Je fais un investissement imprudent, mais c'est un autre à New York qui perd de l'argent [...] Quelle leçon pourrais-je bien tirer de tout cela ?"*

On apprend rarement de ses succès ; on apprend de ses erreurs si et seulement si on en supporte les conséquences. C'est qui explique que les erreurs privées n'aient finalement qu'une faible portée, au contraire des erreurs publiques de nos grands planificateurs dont une des plus grandes qualités est, hélas, la persévérance. N'ayant pas à souffrir des conséquences de leurs errements, ils pensent que si les maux s'aggravent c'est parce qu'ils n'en ont pas fait assez.

Mais en définitive, *Hormegeddon* est rassurant. Trompons-nous, trébuchons, apprenons, progressons et nouons des contrats "civilisés" avec notre entourage. "Le commerce civilisé enrichit les gens. Lorsque ses bénéfices augmentent, il reste de moins en moins de personnes qui n'y sont pas reliées... au point que nul ne peut y résister". Une organisation économique performante s'appuie sur la coopération et non la force.

## **Découvrez comment cet économiste détruit le concept de la reprise américaine en 148 secondes**

par Audrey Duperron · 12 févr. 2015 [Express.be](#)

Steve Ricchiuto, l'économiste en chef de Mizuho Securities USA, a stupéfait les présentateurs de la chaîne américaine CNBC lorsqu'il a nié l'existence d'une « grande reprise » économique américaine.

**« Il n'y a pas reprise de l'économie », a déclaré Ricchiuto.** Il a justifié ce constat par une série de faits :

« Il n'y a pas d'accélération de l'activité économique sous-jacente. La presse financière ne cesse d'évoquer ce concept faux d'accélération de la croissance économique... Mais ça n'arrive pas ! »

Nous avons un chiffre des ventes au détail horrible, nous avons eu un chiffre des ventes de biens durables horrible, bientôt nous allons probablement avoir d'autres chiffres des ventes de détail très décevants, ce mois-ci, nous avons eu une forte valeur des salaires, on dit que tout est génial, mais ce n'est pas génial... C'est la même chose depuis 5 ans, il n'y a pas eu d'amélioration de l'économie !

Nous avons eu une belle amélioration de l'emploi au cours des deux derniers mois, il n'y a aucun doute là-dessus. Mais cela réduit la productivité. Le monde des affaires américain ne peut se permettre une faible productivité pendant très longtemps, car il a besoin de forts bénéfices pour justifier les cours auxquels les actionnaires paient les actions de leurs sociétés sur le marché boursier.

Donc ou bien il y aura une baisse des profits, ou bien nous aurons un maintien des cours assuré par un maintien des bénéfices, ce qui implique un ralentissement de l'emploi à venir... Ensuite, il y a les forces déflationnistes qui s'installent à l'étranger, et que nous pouvons importer avec un dollar plus fort ».

Lorsque l'un des présentateurs lui fait remarquer que cela fait beaucoup de mauvaises nouvelles, Ricchiuto répondit: « Et nous pourrions encore continuer ainsi pendant un certain temps. »



[https://www.youtube.com/watch?feature=player\\_embedded&v=wk6QBqRWvEc](https://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=wk6QBqRWvEc)

## LE BRAS DE FER SE POURSUIT

13 février 2015 par François Leclerc

Les jours passent. La réunion de l'Eurogroupe d'avant-hier s'est déroulée suivant « un scénario d'intimidation », comme déploré par Alexis Tsipras, et s'est terminée en queue de poisson sans même un communiqué. Le premier ministre grec a par contre retenu que le sommet des chefs d'État et de gouvernement d'hier auquel il a participé avait par contraste permis de franchir « des pas importants ». Mais ils sont difficiles à discerner devant l'intransigeance qu'Angela Merkel et Wolfgang Schäuble continuent de manifester.

Jean-Claude Juncker a recherché hier une ouverture en admettant que d'autres mesures pourraient être substituées à celles que la Troïka réclamait, à impact budgétaire équivalent. Le porte-parole du gouvernement grec lui a en quelque sorte répondu ce matin : « il y a des mesures sur lesquelles nous pouvons probablement nous entendre comme l'achèvement du cadastre, l'accélération des procédures judiciaires, l'efficacité de l'administration et la fiscalité du patrimoine ». Mais le fil est tenu.

Dès aujourd'hui, des pourparlers qualifiés de « techniques » vont préparer la réunion de lundi de l'Eurogroupe – présentée comme décisive – sous les auspices de Jeroen Dijsselbloem, avec la participation de représentants du FMI, de l'Union européenne et de la BCE. L'objectif est d'explorer les possibilités d'accord sur un programme de mesures accompagnant un soutien financier renouvelé. De son côté, la BCE a finalement décidé, après l'avoir refusé, d'augmenter de 5 milliards d'euros le plafond des aides de liquidité d'urgence dont les banques grecques peuvent profiter, afin d'éviter tout incident dans l'immédiat.

« La transition vers un nouveau programme est désormais le seul objet des discussions et du prochain Eurogroupe », a assuré Alexis Tsipras en repoussant à plus tard le sujet de la dette, mais il faudrait pour y parvenir que le préalable allemand soit abandonné. A Bruxelles, le premier ministre grec s'est exclamé à l'intention de ses homologues : « Oubliez le memorandum, il n'existe pas. La troïka non plus ! ». Selon Le Monde s'appuyant sur une source grecque, certains ministres des finances auraient poussé lors de la réunion de l'Eurogroupe en faveur d'un « cadre commun acceptable ». Mais il reste introuvable, et on ne les a pas entendus.

Personne ne souhaite une sortie en vrille de l'euro de la Grèce, mais rien de décisif n'est pour l'instant intervenu afin de l'éviter. Tout se passe comme si

les dirigeants allemands voulaient vider l'abcès, et que ceux de leurs homologues qui le redoutent étaient incapables de s'y opposer ouvertement : il est des silences qui valent acquiescement. Faut-il attendre de la venue aujourd'hui à Athènes de Michael Roth, sous-secrétaire d'État allemand aux Affaires européennes et membre du SPD, une quelconque nouveauté ? Tout en veillant à ne pas couper les ponts, Jeroen Dijsselbloem n'a pu s'empêcher de manifester sa « très grande prudence » concernant d'éventuels progrès sur le terrain politique, reconnaissant que les critères financiers sont secondaires.

### Grèce : « Le peuple manifeste en faveur de son gouvernement... c'est étrange ! »

13 février 2015 par Paul Jorion



[https://www.youtube.com/watch?feature=player\\_embedded&v=9udiY4m4Y98](https://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=9udiY4m4Y98) (7 minutes)

## Une guerre des tranchées monétaires

Posté le 13 février 2015 par Bruno Colmant

Plus qu'une armée, la monnaie est l'arme ultime dont dispose les gouvernements.

C'est en effet un "équivalent général", c'est-à-dire l'étalon de mesure qui permet de mesurer l'échange entre tout bien ou service. La valeur de la monnaie pourrait s'établir spontanément. C'est le cas au sein d'une économie domestique, mais pas par rapport à d'autres pays, donc d'autres monnaies.

Depuis la crise de 2008, les dettes privées migrèrent progressivement vers les Etats dont les dettes publiques augmentèrent dans des proportions stupéfiantes.

Une dette publique est une hypothèque sur la croissance future.

Or, cette croissance a disparu.



Il reste donc deux manières de diluer une dette publique : le défaut et/ou l'inflation.

Mais l'inflation ne se décrète pas : elle découle d'un dévoiement de la monnaie, c'est-à-dire d'une création monétaire ex-nihilo. Il s'agit donc de faire tourner la planche à billet. Cela s'effectue toujours de la manière suivante : un Etat imprime une dette publique et l'escompte (directement ou pas) auprès de la banque centrale qui émet en contrepartie des billets frais. La dette publique est donc financée par le fait que chaque unité de monnaie vaut moins, ce qui correspond ...à l'inflation.

Partout, les rotatives à billets tournent. Succombant sous les dettes publiques (et privées), les pays diluent ces dernières sous un flot de monnaie.

Le phénomène n'est pas nouveau : il est régulièrement constaté à des échelles nationales.

Aujourd'hui, c'est plus sérieux : c'est à l'échelle mondiale, comme dans les années trente et septante.

Une tempête monétaire s'annonce peut-être. Mais l'économie retrouve toujours des bases stabilisées. Après que des fortunes se soient faites et défaites...

## [Un avertissement sur le dollar](#)

*Posté le 12 février 2015 par Bruno Colmant*

Le Secrétaire d'Etat américain au Trésor, Jack Lew, vient de donner un sérieux avertissement à l'Europe en termes de gestion de cours de change.

Il n'aura échappé à personne que l'Euro s'est fortement déprécié par rapport au dollar, reflétant le contexte déflationniste et récessionnaire ainsi que les mesures d'assouplissement quantitatif qui seront mises en chantier dès le mois de mars.

L'affaiblissement de l'euro trouve sa contrepartie exacte dans un renchérissement du dollar. Or ce dernier pénalise les exportations américaines.

Le secrétaire d'Etat américain demande donc que la relance européenne soit aussi alimentée par un assouplissement budgétaire, ce qui revient à accepter de relâcher les contraintes imposées en matière de déficit budgétaire et

d'endettement public imposées par le mal nommé Pacte de Stabilité et de Croissance.

Les Américains demandent donc de trouver un relais de croissance dans la consommation intérieure plutôt qu'au travers d'exportations gonflées par un euro faible.

Ce message porte en lui l'avertissement que le renforcement du dollar par rapport à l'euro est peut-être arrivé à son terme.

## « De l'exode rural à l'exode urbain... Les précurseurs ! »

Charles Sannat 13 février 2015



Mes chères contrariennes, mes chers contrariens !

Comme vous le savez, je fais partie de ceux qui pensent que nous ne vivons pas une simple crise économique, sinon cela ne durerait pas depuis plus de 7 ans de façon paroxystique et depuis plus de 30 ans si l'on regarde l'évolution à la hausse et inexorable du chômage de masse ainsi que de longue durée.

Nous vivons un changement de système, un changement de paradigme et quelque part, la fin du modèle de la croissance infinie dans un monde fini le tout reposant sur des bulles de crédit et d'endettement sans fin.

**Quitter les villes sera bientôt une tendance lourde car la ville est obsolète !**

Vous pourrez découvrir dans ce reportage du JT de France2 une famille de « précurseurs ». Aujourd'hui, on les regarde encore – enfin pas moi, ni nous les contrariens, mais les bien-pensants et les cucul-gnangnan – comme des doux dingues, décroissants, voulant le retour à la bougie et refusant le progrès, or il n'y a rien de tel dans cette démarche, bien au contraire.

La vie dans les campagnes va être plus facile que dans les villes justement

grâce aux nouvelles technologies, aux outils pour travailler à distance (ce que l'on appelle « les outils de la mobilité »). S'installer à la campagne n'est donc en aucun cas un refus du progrès mais son optimisation pour raisonner et vivre autrement. Je dirais même que seuls les véritables technophiles, ceux qui ont saisi l'utilité profonde de ces technologies, peuvent franchir le pas et s'affranchir de l'envie de la ville.

### **Pourquoi la ville est-elle obsolète ?**

Simplement parce que la ville doit son essor à la révolution industrielle. Les usines se sont installées dans les villes et avaient besoin de main-d'œuvre... Ce n'est que cela qui explique l'essor des villes. Partant de ce constat historique somme toute assez simple et plutôt incontestable, posons la question de l'utilité de s'entasser dans un espace toujours plus réduit et plus cher alors qu'il n'y a plus d'usine ni de travail ? Objectivement, la ville n'a plus aucune utilité.

De plus, comme cela est raconté dans ce reportage, cette famille gagnait 5 000 euros par mois, mais aujourd'hui, en région parisienne, vivre bien et confortablement avec deux gosses et 5 000 euros c'est possible, vous dépensez juste tout votre argent dans le logement, les charges, les parkings et les quelques loisirs... Vous rentrez dans une course sans fin à l'échalote et au toujours plus de fric.

### **Les précurseurs**

Lorsque je vous invite à vous préparer, je vous parle d'or bien évidemment mais aussi de boîtes de conserve, sans oublier de votre lopin de terre à la campagne, je vous parle aussi de votre PEL (patrimoine, emploi, localisation) qui sont les 3 leviers de votre responsabilité personnelle et de votre liberté individuelle sur lesquels vous pouvez agir... Et c'est exactement ce que vient de faire cette famille. Plus de résilience, plus d'authenticité, plus de simplicité, plus de nature, moins de consommation (mais pas l'absence de consommation). Ils possèdent un ordinateur et Internet mais pas de télé... Effectivement ce n'est pas la même chose, surtout pour les enfants. Ils possèdent une voiture mais rationalisent leurs déplacements.

Cette famille illustre parfaitement ce que j'essaie de vous montrer et de vous dire. Pourquoi être esclave de l'argent et du travail, pourquoi être esclave

d'un crédit sur 25 ans alors que je ne sais pas ce que je ferai demain ?  
Pourquoi travailler pour pouvoir acheter de la merde alors que mon potager m'offre presque gratuitement une forme d'abondance ?

Il s'agit là de véritables questions de fond que nous devons tous nous poser. Rassurez-vous, je ne fais la « morale » à aucun de vous, j'ai également une moitié qui, ayant grandi dans les barres de béton, ne s'imagine même pas vivant à côté d'un arbre et devant poser ses chaussures sur de l'herbe alors que le goudron est si pratique... Et pourtant, il ne s'agit en l'espèce que du poids des habitudes. « J'ai toujours vécu comme cela... » Oui sauf que les choses changent. Nos parents ont connu les Trente Glorieuses, nous subissons les Trente Miséreuses... Évidemment, ce n'est pas en appliquant les mêmes recettes que nous allons nous en sortir.

Alors sachez que cette famille est à classer dans ce que je nommerai « les précurseurs ». Ils ont choisi de changer avant d'être forcés à changer. Ils ont choisi de choisir et d'aller de l'avant, ils ont choisi de construire une alternative au lieu de subir. Ils veulent de l'autonomie et évoquent même le terme « autarcie ». À mon sens, l'autarcie est illusoire d'abord parce que l'on ne maîtrise pas tout, tout seul, ensuite parce qu'elle n'est pas souhaitable pour la simple raison que l'homme est un animal social ayant besoin de contacts humains et les enfants en particulier.

Alors bien sûr, je vous invite à devenir vous aussi des précurseurs et à suivre ce type de cheminement. Je pense, non pour être précis, j'ai la profonde conviction que c'est véritablement ce qu'il faut faire aujourd'hui pour préparer demain. Mais vous me connaissez, j'essaie toujours d'être intellectuellement le plus honnête possible et je dois vous avouer à ma plus grande peine que même si je pense que c'est ce qu'il faut faire, pour le moment ma femme traîne des pieds en s'attachant avec des chaînes à son lot merdique de copropriété dont les charges ne font qu'augmenter chaque année pour une température de chauffage de plus en plus basse, le tout avec un crédit monumental sur 25 ans (bon il ne nous reste plus 25 ans à tirer mais seulement 17... putain c'est long 17 ans...) mais au moins j'ai mon petit lopin de terre à la campagne...

Il est déjà trop tard, préparez-vous.

## Total entend supprimer 2 000 emplois en 2015



Ha la communication et les effets d'annonce. Alors que Renault pavoise en annonçant le recrutement de 1 000 personnes en 2015 tout en omettant sciemment de dire que dans le même temps il y a 7 500 départs naturels, forcés, ou incités avec des « volontaires d'office », c'est au tour de Total de procéder à 2 000 licenciements alors qu'objectivement les milliards reversés aux actionnaires permettraient de garder ces 2 000 personnes sans véritablement éroder les bénéfices plantureux qui certes le seront moins l'année prochaine... d'où l'intérêt de faire des réserves lors des années fastes pour que lorsque l'hiver est là, on soit capable de le passer sans encombre...

Charles SANNAT

Total annonce une coupe drastique de ses coûts et investissements après une forte baisse de ses résultats en 2014, pénalisés par la dégringolade des cours du pétrole et des dépréciations massives d'actifs.

Comme tout le secteur en surcapacité chronique face à une consommation de carburants en baisse, Total fait face à une conjoncture très dégradée, du fait de l'effondrement des cours de l'or noir, et entend réduire ses effectifs de 2 000 personnes dans le monde en 2015, sur environ 100 000.

« Nous devons être rentables et durables, quel que soit le prix du baril », a déclaré jeudi devant les journalistes le directeur général du groupe Patrick Pouyanné.

Et d'ajouter que la réduction annoncée des effectifs de 2 000 personnes se ferait essentiellement par le biais d'un gel des embauches mais aussi de départs volontaires.

Le programme de cession d'actifs, de 15 à 20 milliards de dollars sur la période 2012-2014, sera poursuivi et atteindra 10 milliards jusqu'en 2017, dont 5 milliards cette année.

Pour affronter la faiblesse du pétrole, Total engage une cure drastique, en se

proposant également de réduire de plus de 10 % ses investissements, qui devraient atteindre 23 à 24 milliards de dollars. Le groupe va lever le pied sur des gisements matures de mer du Nord et en Afrique de l'Ouest, mais aussi sur des projets d'hydrocarbures de schiste aux États-Unis.

[Source Sputnik ici](#)

## [La dernière vidéo de Martin Prescott](#)



[https://www.youtube.com/watch?feature=player\\_embedded&v=n6cyDe0f4r8](https://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=n6cyDe0f4r8)

La dernière vidéo de notre camarade trader « pessimiste » du Canada est en ligne ! Pour lui, tout est « déflation » et « récession ». Évidemment, je ne peux que partager son analyse. Le monde est en récession, simplement on tente désespérément de le cacher par tous les moyens pour ne pas aggraver la situation économique mondiale.

Charles SANNAT

## [Nigel Farage en vidéo sur la dictature européenne !](#)



[https://www.youtube.com/watch?feature=player\\_embedded&v=nkXJd58pBUE](https://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=nkXJd58pBUE)

Voilà le cœur du sujet sur la compatibilité de l'Europe avec la démocratie.

Je n'ai rien contre l'Europe, bien au contraire, je suis un « enfant » de

l'Europe et un boursier Erasmus, j'ai un véritable attachement à l'idée d'un continent européen où régneraient une sagesse et une harmonie entre les peuples, et d'ailleurs entre les peuples c'est le cas ! Aucun français ne veut faire la guerre à son camarade allemand ni même ukrainien quoi que souhaitent certains...

Non, telle n'est pas la question, la véritable question c'est que l'Europe technocratique que nous avons laissé se construire est devenue un monstre qui, sous des apparences douces, cache une dictature de la pire espèce.

Cette Europe est la négation même de tous les idéaux démocratiques.

Combattons-là, abattons-là ! Et comme Farage, peu importe que Tsipras soit de gauche ou pas, tant qu'il est un démocrate souhaitant rendre à son peuple son libre arbitre et la possibilité de choisir son destin car c'est de cela que l'on parle, choisir notre destin, et choisir notre destin c'est la base de la démocratie.

Charles SANNAT

## **Grèce, qui casse paie, l'addition doit être partagée**

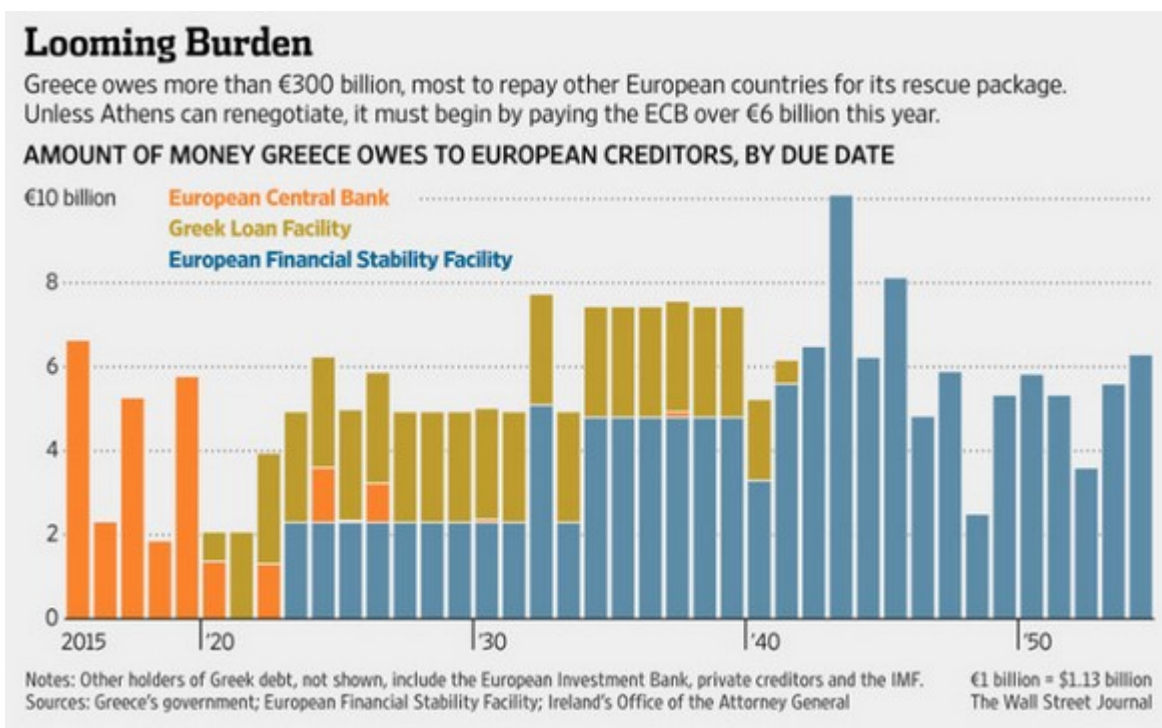
**Géopolitique Friction du Jeudi 12 Février 2015 : Par Bruno Bertez**

Comme on pouvait s'y attendre, la réunion de l'Eurogroupe sur la Grèce n'a donné aucun résultat. Elle a duré six heures et au terme de ces six heures, il n'a même pas été possible de parvenir à un communiqué commun. La non-signature d'un communiqué commun est plus que le signe de la discorde, c'est le signe de l'incohérence. Schauble avait en effet annoncé la signature d'un tel communiqué ; Varoufakis, à l'inverse, a déclaré qu'il n'en avait jamais été question. Signe du peu de sérieux de toutes ces procédures, un projet de communiqué a été « fuité » et ce projet n'est reconnu par personne. La position intransigeante de Schauble n'est un mystère pour personne. Et il suffit de lire la presse allemande pour le comprendre. L'opinion publique allemande manipulée par les journaux tire à boulets rouges sur la Grèce. Les articles sont sanglants, à la limite de la mauvaise foi. On développe l'idée selon laquelle les Grecs ont une haine viscérale pour les Allemands, ce qui bien entendu ne facilite pas les choses. Bild Zeitung, par exemple, interroge publiquement les Grecs et leur demande: Pourquoi nous haïssez-vous ? En fait l'opposition allemande vient de loin. Elle date déjà de la crise de Chypre. A cette époque, la Bundesbank avait fait des pieds et des mains pour obtenir une solution radicale et « purger la pourriture ». Les conditions

n'étaient pas favorables à l'époque et Chypre est restée. Cette fois, il semble bien que le camp du Grexit entend bien ne pas rater l'occasion de faire un exemple sanglant et de mettre au pas ses récalcitrants du sud et du centre qui n'acceptent pas la discipline. Donc la réunion de l'Eurogroupe n'a strictement rien donné, on n'a même pas cherché à sauver la face. Aucun accord, bien entendu, n'est intervenu. En fait, on n'a abordé que des questions de procédure.

Les ministres des Finances devraient se réunir à nouveau lundi.

Les besoins de la Grèce sur le court terme sont de l'ordre d'une dizaine de milliards. Ils s'accroissent en raison de la rechute en cours de l'activité économique. On parle d'un nouveau gap fiscal de 5 milliards par rapport aux prévisions. Sur trois ans, si l'on en croit le Financial Times, on arrive à un besoin de 37,8 milliards. Rien que ces chiffres montrent l'énormité du problème. Ils rendent improbable tout accord. Les sommes en jeu sont à la fois hors de portée des Grecs, mais aussi hors de portée de tous les petits bricolages dont l'Europe a d'habitude le secret.



Pour fixer les idées, nous vous rappelons que la Banque Lazard, qui est maintenant sur ce dossier, évalue les besoins d'allègement de la dette de la Grèce à plus de 110 milliards. Cela nous paraît réaliste. Il faut rappeler que Lazard, à l'inverse des Goldman Sachs et autres, est tout à fait sérieux dans ces domaines et que l'établissement a une très longue expérience et



réputation, à la fois au plan technique, mais aussi au plan politique. Goldman, de son côté, est surtout spécialisé dans les magouilles qui permettent de dissimuler les chiffres réels, il est beaucoup moins crédible lorsqu'il s'agit de réaliser des opérations vérité.

Nous vous rappelons ce que nous avons écrit par ailleurs, à savoir que Varoufakis est quelque'un d'absolument remarquable. C'est un économiste de très haute volée et de réputation mondiale. Ses positions sont non-orthodoxes et c'est l'un des rares, avec Steve Keen, l'Australien, à avoir compris le rôle de la création de crédit dans nos systèmes. Rôle que ni Bernanke ni le sinistre Krugman n'ont, à ce jour, encore compris. La théorie classique est que la création de crédit et le rôle des banques sont neutres au plan économique.

Varoufakis est tout à fait fondé dans ses analyses théoriques. Son analyse de la crise est remarquable et ce n'est pas seulement parce qu'elle est semblable à la nôtre que nous le soulignons. Elle est remarquable, non seulement au plan des articulations économiques, mais également au plan des articulations politiques et sociales.

Dans un registre voisin, mais de nature différente, on a appris hier que le ministre des Affaires Etrangères chinois souhaitait se rapprocher de son homologue grec. Le ministre des Affaires Etrangères russe Lavrov, de son côté, a confirmé que la Russie était prête à venir en aide à la Grèce si cette dernière le demandait. Il a invité son homologue grec à le rencontrer.

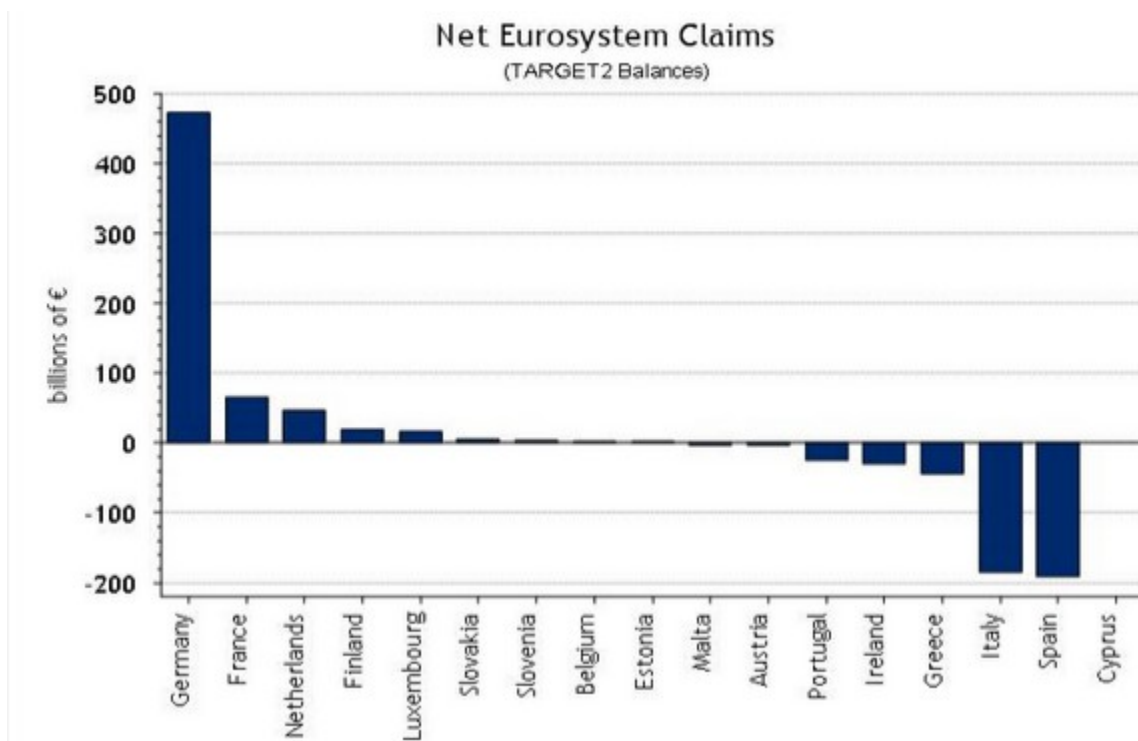
Les informations sont rares sur ce qui se passe réellement en Grèce et en particulier sur le sentiment de la population. La presse européenne évite de faire son travail et de nous tenir informés, tout occupée qu'elle est de distiller la propagande des pouvoirs en place. Notons cependant qu'il se dit que Tsipras aura particulièrement à cœur d'éviter les erreurs de Samaras, il n'a pas envie de finir dans le déshonneur en trahissant ses promesses.

En fait, l'establishment censure tout ce qui vient de Grèce afin d'éviter les effets de contagion. Il ne faut pas donner de mauvaises idées aux peuples et aux victimes de l'austérité. Il est frappant que le leader de Podemos, Pablo Iglesias, soit obligé de donner une interview au Guardian. Dans une situation démocratique normale, de tels articles devraient être syndiqués et publiés dans tous les pays de l'Eurozone. Iglesias déclare : *« le vent du changement qui est en train de souffler en Europe pourrait bien devenir une tempête et accélérer les changements géopolitiques, ceci avec des conséquences*

*imprévisibles* ».

Tout observateur qui a, un tant soit peu de hauteur de vue, ne peut qu'être frappé par la dislocation en cours de l'Europe, par l'éclatement des consensus à l'intérieur des différents pays et par la déstabilisation sociale qui en résulte. Jamais les divergences n'ont été aussi fortes, on peut à nouveau maintenant parler de haine entre les peuples. C'est le résultat d'un montage mal conçu au plan technique, illégitime en regard de la volonté des peuples et anti-démocratique dans son fonctionnement.

L'argument des propagandistes de la vision allemande est qu'un ensemble économique, cela se juge « de la même façon qu'un ménage ». Un ensemble économique doit fonctionner selon les mêmes règles et avec la même morale. La réalité est toute autre. Quand on passe de la micro-économie à la macro-économie, il y a une rupture, on se situe dans une logique nouvelle. Et même une logique paradoxale. L'argument des cigales et des fourmis, des gens sérieux et des fainéants, ne joue plus. Si les Grecs ont pu s'endetter, c'est parce qu'il y a eu des gens qui ont eu intérêt à leur prêter de l'argent. Si la Grèce a eu un déficit de sa balance des paiements, c'est parce que les pays du nord ont eu un excédent. Un ensemble économique, nous le répétons, c'est un système. Un système dont les composantes sont inséparables, comme le côté pile et le côté face d'une pièce. La situation de la Grèce est symétrique de celle des pays du nord excédentaires, avec un signe moins devant. Et l'un n'aurait pu exister sans l'autre. C'est une erreur de rejeter les fautes et les responsabilités sur la Grèce. C'est une erreur de croire qu'elle seule doit supporter le poids de l'ajustement.

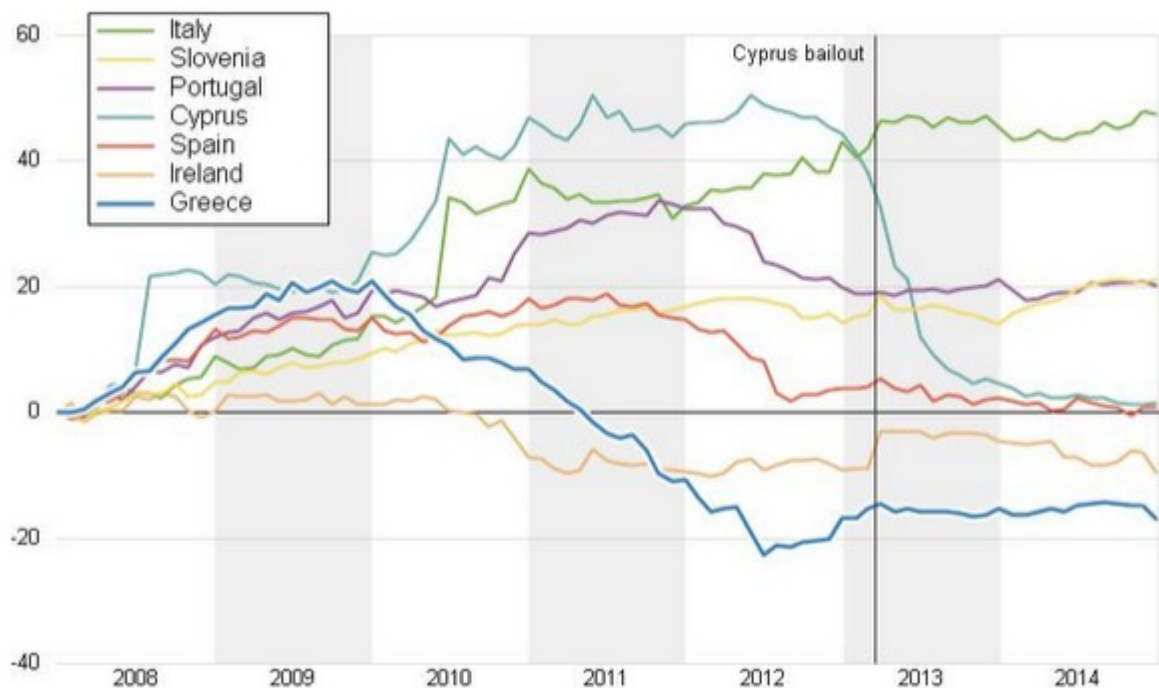


Mais il y a plus. Lorsque la crise grecque a commencé, on pouvait la résoudre avec 35 à 40 milliards d'euros. Nous sommes maintenant en présence d'une ardoise qui se monte à 320 milliards d'euros. Un écart colossal qui n'atteste que d'une chose : la solution de l'austérité qui a été imposée par les Allemands avec l'aide des Français était une Kolossale erreur. C'est l'austérité qui, en mettant en panne la machine économique, a précipité les finances grecques dans un gouffre. Et à ce titre, ceux qui ont commis l'erreur, c'est-à-dire les Allemands et les Français doivent contribuer et payer.

Un mot sur notre titre qui en choquera plus d'un. La réalité, dans toute sa nudité et tout son cynisme, est qu'aucune de toutes ces dettes de mauvaise qualité ne sera jamais payée, pas plus celle de la Grèce que celle de beaucoup d'autres pays ou institutions, elle ne figure à l'actif du système que parce que l'on accepte des comptabilités fictives. Par ailleurs, la liquidité, qui permet de noyer et masquer le tout, est créée d'un coup de clavier. On peut sans trop se tromper prétendre qu'elle aussi est fictive. Nous sommes dans le « extend and pretend » généralisé. Et le véritable enjeu est là. Les pouvoirs en place ne veulent surtout pas que l'on en sorte.

## Euro zone bank deposits

Private sector deposits - rebased to end-2007



## Une batterie à hydrogène capable de vaincre le plus gros obstacle lié à l'énergie

Kent Moors 13 février 2015 | La Quotidienne d'Agora

[Il n'y a pas d'avenir pour l'hydrogène. Le rendement net de l'hydrogène est fortement négatif, c'est-à-dire qu'il faut beaucoup plus d'énergie pour le produire (il n'existe pas dans la nature) qu'il n'en restitue en utilisation finale. Et c'est sans compter les autres problèmes qui lui sont liés : il est explosif et il passe au travers de 4 pouces d'acier (plus petite molécule de l'univers).]

L'hydrogène a toujours représenté une source d'énergie alternative assez curieuse.

A poids égal, il contient presque trois fois plus d'énergie que le gaz naturel et, lorsqu'il se consume, la seule chose qu'il émet, c'est tout simplement de l'eau.

Mais ce "combustible miracle" pose toujours un problème : son prix.

En effet, les frais nécessaires au transport, au stockage et à la distribution de l'hydrogène en quantités commerciales font frémir.

Même après amélioration des prototypes, le transport de l'hydrogène dans un

pipeline correctement enfoui coûte encore près de 125 millions de dollars par km. Et sans infrastructure, il ne peut y avoir d'"économie de l'hydrogène".

Mais cela ne veut pas dire que l'hydrogène en tant que source d'énergie soit totalement dépourvu de mérites : loin de là.

*L'hydrogène est peut-être sur le point de surmonter l'un des plus gros obstacles liés à l'énergie*

En fait, en dehors de sa production locale destinée à une utilisation locale, l'hydrogène est peut-être sur le point de surmonter l'un des plus gros obstacles liés à l'énergie.

C'est le problème du stockage. Et une nouvelle "batterie à hydrogène" possède peut-être la clef pour le résoudre...

### **Le stockage : le principal obstacle lié à l'énergie.**

Bien sûr, comme vous êtes nombreux à le savoir, cela fait maintenant des années que je milite en faveur d'un plus grand *équilibre énergétique*. Cette approche met l'accent sur un plus grand nombre de sources d'énergies disponibles, tout en améliorant leur interchangeabilité.

L'objectif, c'est de créer un tissu énergétique qui soit le plus uniforme possible, en ayant recours à de multiples flux d'énergie afin de satisfaire la demande avec, à la clé, une meilleure efficacité énergétique.

Cette équation tournée vers l'avenir va exiger plus de sources d'énergies renouvelables, en particulier solaires et éoliennes. Voyez-vous, à la différence d'autres approches, la mienne n'exige pas de remède miracle.

Elle ne dépend pas du développement d'une nouvelle source d'énergie pour pouvoir détourner notre société du pétrole brut. L'objectif est plutôt d'intégrer toutes les énergies disponibles dans un ensemble flexible.

Dans ce cas, plus un système dispose de sources d'énergie véritablement différentes, mieux c'est.

*Plus un système dispose de sources d'énergie véritablement différentes, mieux c'est*

Mais il y a un seul problème : cette insaisissable possibilité de *stocker* l'énergie pour une utilisation ultérieure. Cet inconvénient se vérifie partout lorsqu'il s'agit de générer de l'électricité, mais il est particulièrement problématique pour les énergies solaire et éolienne.

Cette simple restriction empêche de distribuer efficacement l'énergie à la demande, y compris lorsqu'elle est renouvelable, à partir de différentes

sources.

Cela a suscité une course autour du développement d'une batterie de grande capacité qui aurait un énorme impact sur le coût de l'énergie et la facilité d'utilisation de cette dernière.

Et c'est là que l'hydrogène pourrait représenter la solution décisive.

*Le conglomérat japonais*

*Toshibaa franchi un pas décisif en matière de stockage d'électricité à grande échelle, en utilisant l'hydrogène*

**Une "batterie à hydrogène" représentant une véritable avancée**

En fait, dernièrement, le conglomérat japonais **Toshiba** (OTC:TOSBF) a franchi un pas décisif en matière de stockage d'électricité à grande échelle, en utilisant l'hydrogène. C'est peut-être tout simplement la solution attendue par le marché.

Il y a deux semaines, le magazine *Nikkei Asia Review* (NAR) a annoncé ce développement de la manière suivante :

*Toshiba a développé un procédé permettant d'utiliser l'hydrogène pour stocker de grandes quantités d'électricité sur une durée prolongée. Un système de stockage reflétant cette technologie pourrait être commercialisé en 2020.*

*La société japonaise doit tout d'abord fournir un système capable de stocker jusqu'à 40 000 kWh d'électricité, suffisamment pour fournir de l'énergie à 10 000 foyers pendant huit heures. Ce système sera réalisé par l'assemblage de piles à combustible, des appareils d'électrolyse et des réservoirs de stockage d'hydrogène sur un emplacement de 600 m<sup>2</sup>. L'hydrogène obtenu par électrolyse sera stocké dans les réservoirs puis on le fera réagir, au besoin, avec l'oxygène présent dans l'atmosphère, via des piles à combustible, afin de produire de l'électricité.*

Bon, jusqu'à présent, cela ressemble à n'importe quelle tentative visant à connecter en série des piles à combustible. Certaines ont réussi (en particulier dans le secteur militaire), mais dans ce cas, cela va plus loin, comme le remarque le magazine NAR :

*L'efficacité énergétique de conversion permet de mesurer la quantité d'énergie pouvant être reproduite lorsque l'on transforme*

*l'énergie. Le système de Toshiba dispose d'une efficacité énergétique de conversion de 80%, surpassant les 70% d'efficacité du pompage-turbinage en centrale hydroélectrique, où l'eau est pompée/déplacée vers le niveau supérieur puis relâchée pour générer de l'énergie.*

*L'efficacité énergétique de stockage des batteries classiques est estimée à 80% environ, mais d'énormes quantités de matériaux d'électrodes sont nécessaires afin d'augmenter la capacité. Une batterie de stockage de 40 000 kWh pourrait coûter 2 milliards de yens (16,8 millions de dollars). Ces batteries ont également des problèmes concernant le stockage longue durée, à cause du problème de l'autodécharge.*

*Si l'on parvient à trouver une technologie de sécurité permettant d'empêcher les fuites, la capacité d'un système employant de l'hydrogène pourrait simplement être améliorée en augmentant la dimension des réservoirs. Le coût total comprenant l'installation et le fonctionnement serait, semble-t-il, réduits de moitié, comparé aux batteries de stockage existantes.*

Ces économies renforcent assurément l'intérêt et la viabilité, puisque la réduction du coût de toute solution de stockage grande capacité a toujours été essentielle.

*Ces économies renforcent assurément l'intérêt et la viabilité, puisque la réduction du coût de toute solution de stockage grande capacité a toujours été essentielle*

Mais la véritable différence, avec cette approche, c'est qu'elle peut suffisamment jouer sur le prix des énergies solaire et éolienne pour transformer le réseau électrique

Comme le remarque le magazine *NAR* :

*Pour les producteurs d'énergie renouvelable telle que l'énergie solaire ou éolienne, la possibilité de stocker le surplus d'électricité à un coût moindre permettrait d'amortir les risques liés à la production invendue. Cette technologie est également envisagée pour être utilisée par les municipalités locales comme source d'énergie de dépannage en cas de catastrophes naturelles. Cet été, Toshiba a l'intention d'installer à Kawasaki un système-test à petite*

*échelle, capable de stocker 350 kWh d'électricité.*

Considérant ces nouvelles évolutions, nous nous trouvons peut-être à l'aube de quelque chose d'important, en l'espèce.

Alors n'allez pas trop vite en besogne et ne dédaignez pas la valeur de l'hydrogène sur les marchés de l'énergie. Je vous en dirai plus au fur et à mesure que cela progressera.

## **Le Venezuela assouplit son régime de change, dévaluation en vue**

par Corina Pons et Brian Ellsworth ,Boursorama et Reuters le 10/02/2015

**[La question est : le Vénézuéla est un pays exportateur de pétrole. Que va-t-il arrivé à ces exportation si le pays fait faillite? Comme la Libye?]**

CARACAS, 10 février (Reuters) - Confronté à la baisse de ses rentrées en dollar avec l'effondrement des cours du pétrole, le Venezuela a annoncé mardi une libéralisation partielle de son régime de change qui devrait se traduire par une forte dépréciation du bolivar au risque d'alimenter une inflation déjà galopante.

Le lancement d'une nouvelle plateforme pour les opérations de change est un petit pas en direction de l'économie de marché et tourne le dos au modèle de l'économie administrée mis en place par l'ancien président socialiste Hugo Chavez et miné par les pénuries, les difficultés d'approvisionnement et la récession.

Il ne se substituera que partiellement au système complexe en vigueur des trois régimes de change fixe considéré par les investisseurs comme l'un des principaux obstacles à un retour du pays à la croissance.

La nouvelle plateforme, baptisée système de change marginal ou Simadi, s'ajoutera au mécanisme actuel de contrôle des changes et fournira un cadre légal pour les transactions en devises sur la base d'une libre confrontation de l'offre et de la demande, a expliqué le ministre des Finances Rodolfo Marco.



"Ce mécanisme est (un mécanisme) ouvert, libre dans lequel les acheteurs et les vendeurs confrontent leurs offres", a dit Marco lors d'une conférence de presse conjointe avec le gouverneur de la banque centrale Nelson Merentes.

Le système actuel de contrôle des changes prévoit la fourniture de dollars sur la base de trois taux de change différents, un premier à 6,3 bolivars destiné aux achats de denrées alimentaires et de médicaments ou de fournitures pour le secteur de la santé et deux autres à 12 bolivars et 52 bolivars pour d'autres catégories de biens dans le cadre de régimes baptisés respectivement Sicad I et Sicad II.

Le dollar s'échange toutefois à près de 190 bolivars sur le marché noir selon le site largement utilisé dolartoday.com

Marcos et Merentes n'ont pas précisé quel serait le taux pratiqué à l'ouverture de la nouvelle plateforme, prévue dans les prochains jours.

Des courtiers consultés par Reuters ont dit que le cours d'ouverture pourrait se situer autour de 120 bolivars pour un dollar, sensiblement au-dessus des cours du marché noir mais plus de deux fois en dessous du taux fixe le moins avantageux.

Des allocations en dollars continueront d'être effectuées périodiquement dans la cadre du régime Sicad I pour des secteurs spécifiques de l'économie au taux de 12 bolivars pour un dollar pour le moment, a dit Marco. Le nouveau marché Simadi remplacera le régime Sicad II.

Caracas, à court de dollars du fait de la chute des prix du pétrole, devrait pouvoir préserver ses réserves de changes avec cette réforme, ce qui lui permettrait d'honorer ses échéances vis-à-vis de ses créanciers internationaux, au moins dans l'immédiat.

Le ministre des Finances a d'ailleurs dit que le pays disposait des fonds nécessaires pour faire face aux échéances du mois prochain. Une émission Global 2015 d'un milliard d'euros VE021485187= arrive à échéance le 16 mars.

Les emprunts vénézuéliens qui se négociaient à des prix sacrifiés en raison des craintes de défaut ont rebondi mardi sur

toutes les échéances, leurs rendements tombant à des plus bas d'un mois.

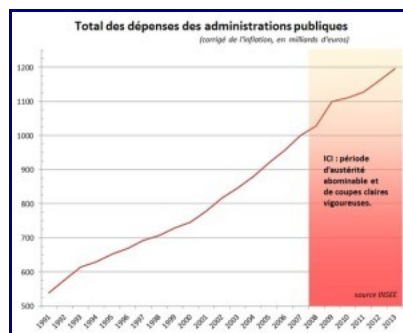
Une forte chute du bolivar exposerait les entreprises étrangères, notamment américaines, actives au Venezuela à d'importantes pertes de change.

Au moins 40 grandes entreprises américaines dont General Motors [GM.N](#), Procter & Gamble [PG.N](#) ou le laboratoire pharmaceutique Merck & Co [MRK.N](#), détiennent ainsi l'équivalent de 11 milliards de dollars d'actifs libellés en bolivars.

## L'argent vient a manquer ? Vite, une Cartocrise de nerfs !

**HASHTABLE 13 février 2015 [Demaerd Awards](#) et [Grenelle de la Décomposition](#)**

Le problème du socialisme n'est pas franchement qu'on crame l'argent des autres ou, encore plus appétissant, la tire-lire de ses enfants (via l'emprunt), mais bien qu'au bout d'un moment, quoi qu'il arrive, on en tombe à court. Et c'est actuellement ce qui est en train de se passer avec comme premier effet la fermeture, modeste mais sensible, des sources de financement des satellites les plus dispensables de l'action publique : les associations lucratives sans but, à commencer par les culturelles.



Ce n'est, bien sûr, que le début. L'austérité, terrible, immonde, omniprésente et d'une violence inouïe, s'abat sur les comptes de la Nation, ceux des collectivités territoriales et des communes qui doivent donc trouver des moyens d'expliquer, aussi calmement que possible, qu'on doit diminuer la distribution d'argent qui coulait jusqu'à présent en flots ininterrompus de la poche du contribuable et de ses petits-enfants directement vers la myriade d'associations culturelles indispensables au vivre-ensemble et à l'édification

artistique des masses. Rapidement, on ne compte plus les festivals annulés, les structures qui mettent la clé sous la porte, ou les associations qui disparaissent faute de renouvellement de leurs subventions. Depuis les élections municipales de mars 2014, qui a vu comme un petit frémissement au niveau des communes, c'est l'horreur : ça ferme à tout va !

Et pour prendre toute la mesure de l'hécatombe, Émeline Jersol a conçu une carte. Émeline, c'est la médiatrice culturelle au Boulon, l'un des douze célèbres Centre Nationaux des Arts de la Rue que la France compte sur son territoire et qui sont chargés de la création et de la production artistique dans l'espace public, et d'aider financièrement des artistes et des troupes de spectacle de rue. Vous n'en avez jamais entendu parler ? Vous ne saviez pas que la République, bonne fille, subventionnait le Boulon, le Fourneau, l'Abattoir, le Parapluie, le Citron Jaune, le Moulin Fondu (noms authentiques®) ou les six autres Centre Nationaux pour leur immense travail de support de l'art de rue, des troupes et de leurs créations ? Rassurez-vous, même si vous le payez, ce n'est pas directement l'objet de ce billet. Passons.

Or donc, [une carte a été mise en place](#). Il s'agit d'un projet OpenSource, consultable [ici](#), qui recense l'ensemble des troubles dans la Force, et les présente sur une jolie carte avec des petites gommettes de couleur qui feraient [plaisir à Najat](#). Rapidement connue, la carte a permis d'accumuler les contributions de douzaines d'acteurs du domaine culturel douloureusement conscientisé au problème de robinets qui se ferment et de baignoires qui fuient. Ainsi, le 23 janvier, la carte comprenait (seulement) 48 entrées, mais en une semaine, c'est 71 points qui s'allument sur le territoire français. Quelques jours plus tard, ce sont une centaine de lieux qui montrent l'étendue du désastre culturel français.

Les premières constatations sont horribles : ce sont les secteurs de la musique et des arts de rue qui sont les plus touchés, avec respectivement 19 et 27 festivals salés sucrés ou structures poivrées supprimées. Et pas n'importe quoi ! Il y a du solide, du connu, du festival qui frappe l'imaginaire, cogne dans l'émotion et frappe du chaton-mignon au marteau-pilon pneumatique, comme par exemple Polyfolia, Fort en Jazz, Les Voix du Gaou, Saucisses et Polyphonies, le Film Écologique, les Séquences Buissonnières ou les Oreilles en Éventail (*ami lecteur, un festival bidon s'est sournoisement glissé dans la liste. Sauras-tu le retrouver ?*).



L'effarement, devant telle liste, pourrait faire croire que la situation est désespérée.

Heureusement, comme le dit le proverbe, même les plus sombres nuages ont une bordure d'argent : alors que le monde du spectacle, de la culture et de l'intermittence du travail traverse une crise sans précédent, on se rappellera à bon escient que le premier ministre, Manuel Valls, avait en début d'année conservé un [optimisme raisonnable](#) que les partenaires sociaux parviendraient à un bel accord pour faire tenir encore un peu plus longtemps le régime social des intermittents. Dans la foulée, notre frétilant premier ministre avait décidé de ne pas appliquer l'allongement de la période minimale avant de toucher les allocations (différé d'indemnisation), avec un coût de l'opération (modeste) pour l'État de seulement 100 millions en année pleine (c'eût été dommage de se priver d'une telle gentillesse avec un aussi petit prix).

À ceci s'ajoutera le dégel de deux sous-budgets de la Culture (pour 40 millions) cette année, avec une augmentation en 2016, ainsi que l'assouplissement des conditions ouvrant droit aux indemnités journalières en cas de maladie, de congé maternité ou invalidité, notamment pour [les intermittents](#). C'est une mesure qui, je cite le ministère,

« ...contribue également à améliorer la couverture sociale des intermittents du spectacle, en particulier les femmes en congé maternité »

Couverture sociale qui était notoirement connue pour son étroitesse, son coût modeste pour la collectivité nationale et son indispensable utilité pour avoir assuré le monde artistique et lui avoir ainsi permis de faire rayonner la culture française sur toute la planète. Bref : il était temps de récompenser un peu ces créateurs de rêve et d'utopies vivantes, et de compenser leurs misères budgétaires. Voilà qui est fait.

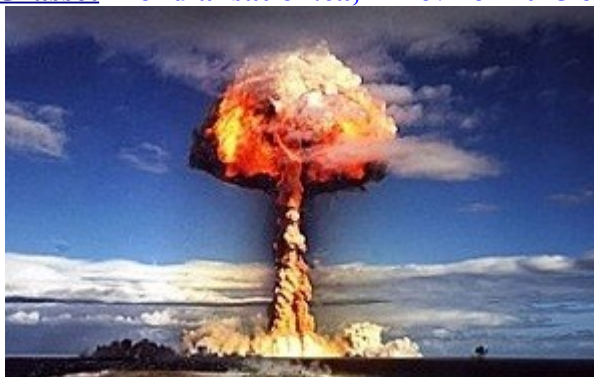
Vous voyez, pas de quoi s'alarmer !

Certes, au niveau des communes, endettées, percluses de dépenses et de coûts faramineux que l'État, impécunieux, refuse à présent de prendre en charge, il va y avoir quelques petites coupes douloureuses pour certaines associations aux noms chantants et aux réalisations que la pudeur nous oblige à qualifier d'inégales. Mais à l'évidence, la République sait que ses petits chatons vont être un peu bousculés et met déjà en place le grand toboggan huilé qui descend jusqu'à la piscine du bonheur (et de fonds publics) sur lequel ils pourront glisser avec de petits cris joyeux en oubliant qu'au bout, la piscine, profonde, est de moins en moins remplie...

Vraiment, à l'évidence, ça va bien marcher.

## [Le «spectre de la guerre nucléaire» s'installe](#)

Par [Philippe Grasset Mondialisation.ca](#), 12 février 2015 et [dedefensa.org](#)



Il commence à apparaître que la conscience de la possibilité d'une *guerre totale*, c'est-à-dire la possibilité d'une *guerre nucléaire*, existe dans la logique folle de la crise ukrainienne. Les causes de cette prise de conscience sont sans doute diverses mais tournent autour de la politique US – *non-*

*politique* assimilable à la [politique-Système](#) fondée sur le développement incontrôlé d'une surpuissance agressive, marquée dans son plus récent spasme par l'exploration de la possibilité de livrer des armements avancés à Kiev. Paul McAdams, du Ron Paul Institute, propose cette explication à l'absence des USA dans les négociations du *quartet de Normandie* qui contient en soi la cause de cette prise de conscience du risque nucléaire, sous la forme d'un [rapport](#) dont le Système a le secret. (Rassembler des noms prestigieux à Washington – Ivo Daalder, Michele Flournoy, l'amiral Stavridis, Strobe Talbott, etc.; sous l'égide de trois prestigieux *think tanks* évidemment complètement indépendants – Brookings Institution, Chicago Council on Global Affairs, Atlantic Council; conclure qu'il faut livrer très, très vite des armes à l'Ukraine pour défendre glorieusement son indépendance; la note de ces fournitures est même détaillée, selon une répartition qui fait honneur au sens de l'équité entre eux des généreux donateurs du complexe militaro-industriel, lesquels ont, pour ajouter la générosité au symbole, financé ce rapport... La conclusion est qu'il faut \$3 milliards de quincaillerie pour l'Ukraine.)

McAdams, ce 11 février 2015 : *«C'est une nouvelle étude publiée la semaine dernière par un consortium de think tanks financés par l'industrie de la défense aux Etats-Unis, exhortant à une implication militaire états-unienne directe dans la crise ukrainienne, qui a poussé Hollande et Merkel à l'action. Alors que Washington est tombé en pâmoison collective à la lecture de la conclusion du rapport selon laquelle 3 milliards de dollars d'armes américaines devaient être envoyés au régime-client des États-Unis de Kiev, les Européens se sont tout à coup souvenus de leurs cent dernières années d'histoire et ils ont réalisé que ce n'est pas Washington ou Los Angeles que la guerre qui suivrait probablement l'implication directe des Etats-Unis laisserait en cendres, mais Bruxelles. Et Munich, Paris, etc ... »*

Ce même [11 février 2015](#), Johannes Stern, de *WSWS.org*, fait une analyse à partir d'un article du *Spiegel* publié dimanche soir, après la conférence dite *Wehrkunde*, à Munich. L'article évoque, sous le titre *«Crise OTAN-Russie : le spectre de la guerre nucléaire est de retour»*, la possibilité d'une guerre nucléaire et démarre sur une anecdote rapportée de ladite conférence de la *Wehrkunde*. L'anecdote évoque un incident datant de 1995, où une alerte nucléaire eut lieu en Russie à la suite du tir d'une fusée de recherche américano-norvégienne empruntant une trajectoire qui serait celle d'un

éventuel tir d'un missile stratégique nucléaire *Trident*, la fusée en question ayant les mêmes caractéristiques radar qu'un *Trident*. L'incident fut réglé rapidement – les choses vont vite, dans ce cas –, notamment grâce à la bonne entente régnant à cette époque entre la Russie soumise de Eltsine et les USA pétulants de Clinton... Et l'on termine sur cette interrogation : aujourd'hui, compte tenu du climat entre la Russie et les USA, cela se passerait-il de cette façon ?

*«L'article commence avec la description d'un événement peu connu qui a eu lieu le 25 janvier 1995 et qui a presque failli déclencher une guerre nucléaire entre les Etats-Unis et la Russie. A cette époque, des chercheurs norvégiens et américains avaient tiré une roquette à partir de l'île norvégienne d'Andøya, qui avait déclenché le niveau d'alerte le plus élevé chez les forces armées russes et avait incité le président russe Boris Eltsine à activer les clés d'accès aux armes nucléaires.*

*La fusée, que les scientifiques avaient lancée pour étudier les aurores boréales, avait pris la même trajectoire que les missiles nucléaires intercontinentaux états-uniens pour aller à Moscou. En outre, sur le radar de la Russie, la fusée de recherche à quatre étages ressemblait à un missile Trident tiré par un sous-marin américain. Puis tout est allé très vite. Les sirènes d'alarme ont retenti dans un centre de radar russe et les techniciens ont saisi leur téléphone pour annoncer une attaque de missiles américains. Eltsine a appelé des généraux et des conseillers militaires au téléphone, mais il a finalement donné le signal de fin d'alerte parce qu'il n'y a pas eu de second missile. Spiegel Online note qu'Eltsine à l'époque avait sans doute laissé les missiles nucléaires russes dans leurs silos (parce que les relations entre la Russie et les États-Unis en 1995 étaient relativement confiantes). Aujourd'hui, cependant, la situation est totalement différente. Le magazine cite de hauts responsables politiques, des experts militaires et universitaires, qui insistent sur la dangerosité de la situation actuelle.*

*«Un laps de temps de cinq ou six minutes peut suffire à prendre une décision si la confiance règne et si des voies de communication existent et qu'on peut les activer rapidement», a déclaré l'ancien ministre russe des Affaires étrangères, Igor Ivanov, au cours de la Conférence sur la sécurité de Munich dont l'ordre du jour a été dominé par l'escalade des puissances impérialistes contre la Russie. (Malheureusement, ce mécanisme fonctionne très mal*

actuellement», a ajouté Ivanov. Interrogé sur ce qui se passerait aujourd'hui si l'incident de 1995 se reproduisait, il a dit: «Je ne suis pas sûr que les bonnes décisions seraient toujours prises.» »

Il y a quelque chose d'irréel dans cette anecdote. Ivanov, ancien ministre russe de la Défense, est le co-auteur d'une étude, avec l'ancien ministre britannique Des Brown et l'ancien sénateur démocrate US Sam Nunn. Durant les années 1990, Nunn, spécialiste des questions militaires, fut très fortement impliqué dans les efforts accomplis pour rassembler et sécuriser l'arsenal nucléaire de l'ex-URSS qui avait suivi la situation chaotique de l'effondrement de 1989-1991 et risquait de disparaître dans des mains incertaines, selon une logique sauvage de prolifération nucléaire... Les trois anciens hommes politiques décrivent dans leur rapport la situation à nouveau chaotique, aujourd'hui, mais cette fois au niveau des réseaux et des institutions qui, durant la Guerre froide, permettaient des échanges de communication entre les deux blocs et limitaient ainsi les risques d'accident nucléaire. «*La confiance entre l'OTAN et la Russie est quasiment complètement détruite, explique Nunn au Spiegel. Il y a une guerre au cœur de l'Europe, les traités internationaux sont en lambeaux ou impuissants à faire sentir leurs effets, il y a des systèmes nucléaires tactiques partout en Europe. La situation est extrêmement dangereuse.*»

... Ce qu'il y a d'irréel, c'est d'entendre et de lire de telles remarques à partir d'un rapport rédigé conjointement et en toute coopération par trois hommes qui appartiennent aux deux camps (Ivanov de la Russie, Brown et Nunn du bloc BAO), et d'observer à côté le climat extraordinaire de confrontation qui régnait à la conférence de la *Wehrkunde*, où le discours de Lavrov fut parfois salué par des rires sarcastiques et des huées à peine discrètes. Brown-Ivanov-Nunn parlent selon l'état d'esprit de la Guerre froide, manifesté aussi bien durant la crise de Cuba de 1962 que durant le déploiement des *euromissiles* US en [novembre 1983](#), lorsque Reagan annula l'exercice de simulation d'une guerre nucléaire *Able Archer* parce qu'il craignait que cet exercice fût pris comme une préparation réelle d'une attaque nucléaire par les dirigeants soviétiques. Durant la guerre froide, le *spectre de la guerre nucléaire*, lorsqu'il se manifestait de façon pressante, unissait les deux adversaires dans une terreur commune et tout était fait entre eux pour parvenir à un compromis de situation suffisant pour l'écarter. La guerre nucléaire était perçue d'une façon objective comme une menace de terreur



absolue qui transcendait tout, y compris les intérêts nationaux, et imposait l'obligation de trouver une solution... Aujourd'hui, les choses sont différentes.

L'article de *WSWS.org* rappelle également que le *Bulletin of the Atomic Scientists* (BAS) vient de faire récemment passer son symbole de *l'horloge de l'apocalypse* du danger nucléaire au niveau *trois minutes avant minuit*, seulement atteint une fois durant la Guerre froide (en 1984). Il remarque alors, dans son inimitable style trotskiste, mais néanmoins fort justement : c'est très bien de signaler ce danger de la guerre nucléaire, mais encore faudrait-il préciser qui en est la cause ... On comprend bien que BAS, comme le rapport Brown-Ivanov-Nunn, traitent effectivement d'une situation objective de terreur devant la perspective de la guerre nucléaire. On peut regretter qu'ils ne désignent pas les coupables, mais le fait est que leur démarche – y compris dans le chef de BAS, qui a toujours actionné son *horloge de l'apocalypse* de cette façon – s'accorde à la règle de la perception opérationnelle du seul fait objectif (risque d'une guerre nucléaire).

*«Un moyen de mesurer la menace nucléaire est l'horloge du jugement dernier(Doomsday Clock), du Bulletin of the Atomic Scientists (BAS). Le 19 janvier, le BAS, qui existe depuis 1945, a réglé l'horloge à trois minutes avant minuit. L'unique et dernière fois où elle était réglée là, c'était en 1984, lorsque les États-Unis ont intensifié la course aux armements nucléaires contre l'Union soviétique et, par voie de conséquence, coupé ou limité toutes les voies de communication. Le BAS a justifié sa décision actuelle comme suit: Les dirigeants politiques avaient échoué à protéger les citoyens contre une possible catastrophe et donc avaient mis en danger tous les habitants de la terre. En 2014, les puissances nucléaires avaient pris la décision folle et dangereuse de moderniser leurs arsenaux nucléaires. Elles avaient abandonné leurs efforts raisonnables pour désarmer et avaient permis au conflit économique entre l'Ukraine et la Russie de se développer en une confrontation Est-Ouest.*

*«De manière significative, ni le Bulletin of Atomic Scientists ni le Spiegel Onlinene nomment les responsables de la menace croissante d'une guerre nucléaire. Ce sont les puissances impérialistes qui ont ouvert les hostilités en organisant un coup d'État en Ukraine à l'aide des forces fascistes, qui, depuis, ont intensifié l'agression contre la Russie et qui maintenant se*

*préparent à fournir des armes au régime pro-occidental à Kiev.»*

C'est effectivement là, à ce point psychologique, que se situe le nœud de la crise ukrainienne dans sa dimension actuelle la plus déstructurante; mais, pour notre compte, *déstructurante* dans le meilleur sens possible puisque menaçant cette fois directement les structures du bloc BAO. La question de la guerre nucléaire importe moins pour l'instant dans son opérationnalité que dans la perception psychologique qu'on a ou qu'on n'a pas de sa possibilité. L'événement qui s'est produit la semaine dernière n'est pas stratégique ni politique, il est psychologique. Soudain, à cause de certaines circonstances (l'étude mentionnée par McAdams, l'engouement de plus en plus affirmé à Washington en faveur de la livraison d'armes à l'Ukraine), la possibilité d'un affrontement direct entre les USA et la Russie, fût-il accidentel qu'importe, s'est très fortement concrétisé, déclenchant par conséquent le constat de la possibilité objective d'un conflit nucléaire. Brown-Ivanov-Nunn et BAS s'en tiennent à ce dernier constat objectif, mais on admettra que c'est déjà beaucoup puisque ledit constat confirme objectivement à partir de sources prestigieuses et reconnues comme très compétentes la possibilité extrêmement pressante d'un conflit nucléaire. Du coup, il y a une réaction de terreur objective de ceux qui sont les plus proches du possible théâtre de la possible catastrophe, c'est-à-dire nombre d'Européens et certains experts non-européens, avec, dans le chef de ces Européens principalement, la recherche simultanée de la cause humaine de cette terreur... La recherche est vite bouclée, tant existe à Washington une sorte d'absence complète – parlera-t-on avec un brin d'ironie, d'une absence d'autiste? – de la possibilité d'une guerre nucléaire en tant qu'événement absolument catastrophique.

Ainsi reste-t-on dans la psychologie. L'on dira que l'*hybris* époustouflant de Washington, véritable pathologie sans aucun doute, avec comme porte-drapeau un président d'un incroyable calme dans sa fonction de zombie alimentant l'ivresse de l'exceptionnalisme fou, entraîne un autisme absolument catastrophique par rapport aux risques fondamentaux qu'implique la situation ukrainienne. Les clowns de Kiev renforcent l'impression de se trouver, entre Washington et Kiev, dans un hôpital psychiatrique pour adolescents autistes, où les pensionnaires jouent avec l'allumette qui allumera la mèche qu'on sait. Ainsi n'est-il aucunement nécessaire d'étudier la possibilité ou pas d'un conflit nucléaire en étudiant rationnellement les aspects d'une escalade, en termes stratégiques et

militaires. Nous sommes au niveau de la psychologie et de la pathologie qui va avec, et la fracture au sein du bloc BAO qui commence à apparaître entre une partie de l'Europe et les USA a tout à voir avec cela. Il suffit de savoir et d'admettre qu'un affrontement nucléaire est possible. Les (des) Européens savent qu'il est question de la possibilité d'un engagement nucléaire et ils commencent (mais cela va très vite dans cette sorte de perspective) à en admettre la possibilité ; la ménagerie américaniste le sait également, mais c'est pour refuser catégoriquement d'en admettre la possibilité, parce qu'il ne fait aucun doute pour elle, représentant la *nation exceptionnelle*, que la Russie *canera* avant, qu'elle reculera – d'on ne sait quelle position avancée, mais bon –, et qu'elle se soumettra. A la limite, on pourrait croire, *hybris* et autisme aidant, que les USA se croient évidemment, et comme par une sorte d'immanence, justifiés de croire qu'eux seuls sont les maîtres du feu nucléaire et que toute guerre, tout conflit nucléaire passe par eux seuls ; dès lors, s'ils n'en admettent pas la possibilité, il n'y a aucun risque à cet égard, d'autant (refrain) que la Russie *canera*... Tout cela relève de la psychanalyse et rappelle les ricanements de Freud apercevant les rivages de l'Amérique lors de son premier voyage de 1909, et songeant secrètement qu'il avait, devant lui, le territoire psychologique rêvé pour exercer sans la moindre retenue son activité.

Dans l'hypothèse qu'on développe, cette folie US pourrait effrayer, à juste raison, dans la mesure où elle indique un blocage sans rémission et fait craindre le pire – justement un enchaînement jusqu'au conflit nucléaire. Mais il y a un avantage en apparence paradoxal à cet extrême, c'est celui d'activer l'opposition des Européens justement jusqu'à l'extrême, de ne laisser aucun répit à cette opposition en poursuivant sans cesse une politique de renchérissement dans l'agressivité et dans la violence, en alimentant la hantise du spectre nucléaire en Europe. Cela implique une division grandissante du bloc BAO, division que, paradoxalement encore, les USA ne supportent pas. Autant ce pays ne limite jamais l'usage unilatéral de la pression et de la violence, autant il entretient le besoin malgré tout d'être soutenu dans cet emportement par une cohorte d'*alliés* vassaux, dont le nombre semblerait parfois exigé du côté US comme pour apaiser une angoisse secrète qui se cacherait derrière ce déchaînement. Ainsi l'affrontement intra-bloc BAO pourrait-il très vite prendre une place de choix au côté de l'affrontement avec la Russie dans le chef des USA

washingtoniens, voire aller jusqu'à le supplanter. Ainsi verrions-nous de plus en plus renforcé notre vertueux *pari pascalien* du [3 mars 2014](#) : «*La crise ukrainienne, et la réalisation que les pressions du Système [...] peuvent conduire à l'extrême catastrophique des affaires du monde (la guerre nucléaire), peuvent aussi bien, grâce au formidable choc psychologique dont nous parlons et à l'immense crainte qu'il recèle, déclencher une autre dynamique d'une puissance inouïe...*» ; cette dynamique étant à son terme l'effondrement du Système, certes, mais passant évidemment et nécessairement par la division meurtrière et fratricide du bloc BAO à laquelle chacun semble désormais s'employer.

## **Le dollar américain fait des victimes**

Jean Gagnon LesAffaires.com Publié le 12/02/2015

**Depuis le début de l'automne, le dollar américain est pour ainsi dire « en feu ». Et ça pourrait très bien se poursuivre. Cela aura un impact majeur sur les bénéfices de plusieurs grandes compagnies américaines, et autant gestionnaires professionnels que boursicoteurs devront en tenir compte.**

L'indice du dollar américain, soit sa valeur en fonction d'un panier des principales devises, a clôturé hier 95,18, en hausse de 20 % comparativement à son creux du mois de mai. C'est également près de 12 % de plus que le plus haut niveau qu'il avait atteint au cours des 3 dernières années.

«Une telle appréciation du dollar américain ne peut qu'avoir un effet négatif sur les bénéfices des compagnies dont une grande proportion de leurs ventes sont réalisées à l'étranger», explique Yvan Martchev, spécialiste de l'investissement chez Navellier & Associates, une firme du Nevada reconnue pour ses recherches en analyse quantitative.

«McDonald's et Coca-Cola, qui génèrent une grande partie de leurs bénéfices à l'étranger, sont de bons exemples de ce phénomène», selon M. Martchev. Il avance même que le congédiement du président de McDonald's, le mois dernier, est peut-être une conséquence de cette flambée du dollar qu'on aurait mal anticipée.

Nul doute que la force du dollar américain affecte les portefeuilles d'actions américaines. «De façon générale, les résultats récents montrent un impact négatif de 4% à 6% sur les bénéfices des compagnies américaines», estime Ian Scullion, gestionnaire de portefeuilles d'actions étrangères chez Addenda

Capital.

Parce qu'il gère des portefeuilles dont les objectifs sont à long terme, M. Scullio n'est pas enclin à vendre ses positions de titres américains. Mais il ne compte pas non plus ajouter à celles-ci. Il regarde plutôt du côté de l'Europe. «On observe un changement de tendance alors que le marché européen commence à faire mieux que le marché américain», dit-il. «Déjà, les bonnes surprises quant aux bénéfices ne viennent plus des sociétés américaines, mais plutôt des compagnies européennes», ajoute-il.

La situation de la devise américaine sera suivie de près par les gestionnaires. Si, pour l'instant, il ne s'agit que d'un impact de conversion de devises, à plus long terme la force du dollar causera un problème de compétitivité aux sociétés américaines, surtout celles dont les coûts sont principalement en dollars américains.

D'autant plus que la situation ne devrait pas s'inverser prochainement. «L'état des économies et les politiques monétaires ne pointent pas dans cette direction», dit Ian Scullion.

L'économie américaine est certainement celle qui possède actuellement le meilleur momentum. En conséquence, un resserrement de la politique monétaire est prévu au cours des prochains mois. Ce sera l'inverse en Europe, au Japon et chez les pays émergents. «Pendant qu'on augmentera les taux d'intérêt aux États-Unis, on opérera des programmes d'assouplissement quantitatif partout ailleurs», dit le gestionnaire. «Dans ce contexte, le dollar américain risque fort de s'apprécier davantage », conclut-il.

## **Le faux dilemme du dollar canadien**

Bernard Mooney LesAffaires.com Publié le 11/02/2015

**[J'ai de gros doutes sur ses opinions...]**

**À mon avis, les perspectives boursières demeurent intéressantes pour les prochaines années.** Ce n'est pas nouveau car c'est le cas depuis 2009. Ce qui a changé, pour l'investisseur canadien, c'est la perte de valeur de notre dollar face à la devise américaine.

En effet, aujourd'hui, lorsque vous achetez un titre américain, vous devez payer une prime d'environ 25% parce qu'il faut maintenant environ 1,25\$CA pour acheter un dollar US. Et c'est, admettons-le, achalant, n'est-ce pas?

Ça l'est surtout parce qu'on a eu la chance, le bonheur devrais-je dire, de

pouvoir faire le même placement il n'y a pas si longtemps sans payer de prime, c'est-à-dire avec un dollar canadien à parité. Alors, il est compréhensible de ressentir un petit pincement de cœur lorsqu'on doit, aujourd'hui, payer 25%.

La tentation est grande de dire, «Je vais attendre que le dollar canadien s'apprécie...» ou encore «Tout d'un coup que le dollar rebondit vers la parité, je vais perdre 25%!».

D'où le dilemme de bien des investisseurs...

Mais ce n'est pas un véritable dilemme, ou plus exactement, c'est une erreur de réagir ainsi.

D'abord, il faut comprendre que la période allant, grosso modo, de 2007 à 2009, a été une aberration financière. Notre dollar a été poussé à des niveaux extravagants par les investisseurs du monde entier, en amour et en pamoison avec les ressources naturelles.

Notre dollar à 1,07\$US, à peu près son sommet historique, est un peu l'équivalent de Cisco Systems à 75 fois les bénéfices en 2000 (ou pire, tous ces titres Internet de l'époque qui se transigeaient à des centaines de fois les revenus!).

Que Cisco ou un autre titre techno se soit vendu à 75 fois les bénéfices n'est fait pas une aubaine à 30-40 fois les bénéfices. L'évaluation en 2000 est une aberration et ne doit pas servir de base pour évaluer ce titre et tous les autres.

C'est la même chose avec notre dollar. Il faut oublier la parité car elle n'est pas un point de repère rationnel pour évaluer notre devise par rapport au dollar américain.

Évaluer une devise n'est pas facile. Si on regarde la valeur du dollar à long terme, on réalise qu'en moyenne, notre dollar s'est transigé à environ 0,84\$US, et cela en prenant comme point de départ 1971. Notre dollar, à environ 0,80\$US, n'est donc pas très loin de sa moyenne à long terme.

Maintenant, reste que si vous achetez des actifs en dollars américains, votre rendement sera affecté par la fluctuation de la valeur du dollar. Par exemple, si votre placement s'apprécie de 10% cette année en dollars US, mais que notre dollar rebondit de 5%, vous n'aurez qu'un rendement de 5% dans notre devise.

Par contre, à long terme, ce n'est pas un facteur significatif. Par exemple, si vous identifiez un placement américain avec un potentiel de rendement annuel de 10 à 15% sur 10 ans, vous pourriez concéder un ou au maximum deux pourcents en raison de la fluctuation des devises. Par contre, même après ce facteur, si votre analyse est juste, vous devriez acheter et ne pas perdre le sommeil avec le marché des devises.

En fait, je suis convaincu que vous devriez mettre tout votre temps dans l'analyse des titres pour améliorer votre sélection tout en ne vous laissant pas influencer par les autres facteurs hors de votre contrôle comme la valeur fluctuante du dollar.